

Document

Entretien avec David Cronin

Comment l'Europe concourt à l'occupation de la Palestine

(par Sarah Irving - <http://www.voltairenet.org>)

Le 31 décembre 2010

Dans son nouveau livre *Europe's Alliance with Israel : Aiding the Occupation* (L'Alliance de l'Europe avec Israël : son concours à l'occupation), le journaliste David Cronin retrace les dédales de la relation de l'État d'Israël avec des institutions comme l'Union Européenne et l'OTAN. Ce faisant, il révèle la mauvaise foi de l'Europe dans ses prétentions à être une force neutre soutenant les droits élémentaires du peuple palestinien. Il répond ici aux questions de Sarah Irving.

Sarah Irving : *Jusqu'ici vous vous êtes intéressé aux institutions et aux affaires de l'Europe. Pourquoi avez-vous décidé d'écrire un livre sur les relations de l'Europe avec Israël et la Palestine ?*

David Cronin [1] : Pour deux raisons. D'abord, comme membre d'une « Mission pour la Paix » européenne je suis allé en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, peu après les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Je me souviens en particulier d'avoir assisté à une conférence de presse que (l'ancien Premier ministre israélien) Ariel Sharon donnait à l'hôtel du Roi David à Jérusalem et d'avoir été profondément choqué par son arrogance et ses propos au vitriol. Il a commencé par accueillir les personnes présentes dans quelque chose comme –je ne me rappelle pas ses mots exacts– « la capitale éternelle du peuple juif depuis 3000 ans » sans reconnaître d'aucune façon qu'elle était aussi la capitale des deux autres grandes religions monothéistes du monde. Il a dit qu'il se réjouissait chaque fois qu'un Palestinien se faisait sauter dans un attentat suicide, parce que, ce faisant, les Palestiniens se détruisaient eux-mêmes. Cela m'a scandalisé. Une autre chose m'a énormément surpris : il a accusé l'Europe de financer « le terrorisme palestinien ». Je n'avais encore jamais entendu dire cela. C'était complètement nouveau pour moi.

Je suppose que j'étais un peu crédule en pensant qu'il n'y a pas de fumée sans feu, et en retirant l'impression que l'Union Européenne (UE) soutenait les Palestiniens. Chris Patten était le responsable de la Commission des Affaires Extérieures de l'Europe à l'époque et il présentait très adroitement l'Europe comme « un honnête intermédiaire » en insistant sans cesse sur le fait que l'UE faisait tout ce qu'elle pouvait pour faire avancer « le processus de paix » ; il soulignait que l'UE était le plus grand donateur de l'Autorité Palestinienne et qu'elle aidait à développer un État palestinien embryonnaire. J'ai pris beaucoup de ces affirmations pour argent comptant.

Le tournant pour moi a été tout à fait banal. J'assistais à une conférence organisée par un des Comités de l'ONU sur la Palestine au Parlement Européen de Bruxelles en 2007, et une session traitait des relations de l'UE avec Israël. Pour la première fois j'ai pris conscience de l'autre version des faits et j'ai reçu une information solide sur la profondeur de la collusion entre l'UE et Israël. Je fus frappé par le fait qu'il y a beaucoup d'écrits sur la relation des États-Unis avec Israël mais rien, à part quelques publications académiques, sur la relation entre l'Europe et Israël. J'ai donc pensé que, puisque personne d'autre n'allait écrire un livre sur ce sujet, il fallait que je le fasse.

Sarah Irving : *Quel est, à votre avis, le plus puissant « levier » qui peut expliquer l'attitude de l'Europe ? Vous identifiez différents éléments dans votre livre : la culpabilité engendrée par l'Holocauste, des intérêts économiques, l'influence des États-Unis ; quelles sont les influences principales dans ce jeu de forces capitalistes et politiques ?*

David Cronin : C'est la combinaison de différents facteurs. Henry Kissinger a dit un jour que l'UE ne serait jamais un acteur significatif au Proche-Orient. Il ne fait aucun doute que les États-Unis demeurent l'acteur principal dans la politique mondiale en dépit de la montée de la Chine, mais l'UE est loin de n'avoir aucun pouvoir. Elle est le partenaire commercial principal d'Israël et c'est elle qui consent le plus d'aide à l'Autorité Palestinienne, ce qui lui donne un pouvoir économique important.

L'association entre l'UE et Israël est basée sur l'accord qui a pris effet en 2000 ; l'article 2 de l'accord stipule qu'il est conditionné au respect des droits de l'homme. Les fonctionnaires européens prétendent que la clause des droits de l'homme n'est pas contraignante, mais il y a des hommes de loi pour dire que l'UE elle-même la qualifie d'« élément essentiel ». Elle est clairement contraignante légalement et l'UE a l'obligation d'invoquer cette clause et de punir Israël si nécessaire quand il dépasse les limites. Pour moi le problème est la lâcheté de nos politiciens qui n'ont pas la volonté politique d'affronter le pouvoir hégémonique des États-Uniens ou des Israéliens dans les affaires internationales.

Israël a développé des relations étroites avec l'UE et l'OTAN ; la même stratégie est à l'œuvre dans les deux cas, et parfois ce sont les mêmes personnes qui dirigent le processus. Tzipi Livni, quand elle était ministre des Affaires étrangères (d'Israël) a compris qu'il pouvait être dangereux pour Israël de dépendre uniquement des États-Unis. Elle et ses conseillers ont compris qu'il y avait d'autres pouvoirs qui émergeaient dans le monde. Ils ont obtenu, en novembre 2008, des accords pour améliorer les relations d'Israël avec, tout à la fois, l'UE et l'OTAN. Gabi Ashkenazi, le chef de l'armée israélienne, a rendu visite à l'OTAN plusieurs fois et Israël a participé à des exercices militaires avec l'OTAN. En juillet 2010, plusieurs soldats israéliens furent tués dans un accident d'hélicoptère en Roumanie [2]. Les médias n'y ont accordé que peu d'attention mais cela montre à quel point Israël est impliqué dans les affaires de l'UE et de l'OTAN.

Sarah Irving : Votre livre parle beaucoup du profit qu'Israël tire de cette relation. Mais quel profit en tire l'UE ?

David Cronin : C'est une bonne question parce qu'il n'est pas avéré que ce soit vraiment l'intérêt de l'UE de faire, comme elle l'a fait, copain-copain avec Israël. Il y a une école de pensée –avec laquelle je sympathise– qui défend l'idée que l'UE ferait mieux d'oublier Israël et de concentrer ses efforts à améliorer ses relations avec les états arabes. Mais les facteurs décisifs sont les opportunités commerciales et économiques.

En 2000, selon l'Agenda de Lisbonne [3], l'UE s'était fixé comme objectif officiel de devenir, dans monde, l'économie la plus avancée basée sur l'information. Mais pendant que les Européens en parlaient, les Israéliens s'y sont mis et l'ont fait. Intel est en train de mettre au point la prochaine génération de puces d'ordinateurs en Israël. Un grand nombre de développements « sexy » sur Internet y ont été développés. Les Israéliens consacrent 5 % de leur PIB à la recherche technologique, environ deux fois plus que les États-Uniens. L'Agenda de Lisbonne avait fixé un objectif de 3 % qui n'a pas été atteint. Donc l'aspect le plus important des relations entre l'UE et Israël est la coopération scientifique. Les Israéliens font partie du Programme de Recherche Scientifique de l'UE depuis les années 1990. J'ai vu quelques chiffres la semaine dernière selon lesquels les Israéliens participent à 800 projets de recherche scientifique pour une valeur de quelques 4,3 milliards d'euros entre 2007 et 2013. La bureaucratie de l'UE a le sentiment qu'il faut avoir de bonnes relations avec les Israéliens à cause de leur supériorité technique.

Le problème est qu'une bonne partie des triomphes techniques dont Israël est si fier a un lien étroit avec l'occupation. Comme je le signale dans mon livre, Elbit (la firme qui fabrique des drones utilisés contre Gaza) et Israel Aerospace Industries figurent parmi les bénéficiaires des subventions de l'UE pour la recherche scientifique. Un contribuable européen contribue donc à développer l'industrie de guerre israélienne.

Sarah Irving : Au dernier sommet de l'OTAN, un nouveau programme de missiles de défense a été annoncé, pour la première fois en collaboration avec la Russie, qui doit apparemment être opéré à partir de navires étasuniens basés en Méditerranée. Quelles implications cela a-t-il pour les relations entre Israël et l'OTAN ?

David Cronin : Elles sont nombreuses. Si on parle de l'attaque de la Flottille (qui transportait de l'aide à Gaza), légalement c'était une attaque contre la Turquie. Le Mavi Marmara était un navire turc et la Turquie, qui est membre de l'OTAN, a demandé que l'ONU se réunisse d'urgence après l'attaque [4]. Imaginez un instant que ce soit la Corée du Nord qui ait fait cela : les feux de l'enfer se seraient déchaînés. Mais c'était Israël. Alors, bien que l'OTAN ait condamné clairement l'attaque, il n'y a eu aucune répercussion à long terme. Je crois même que la Turquie n'a pas cessé sa collaboration militaire avec Israël et que la Turquie a utilisé des armes israéliennes contre les Kurdes dans le nord de l'Irak.

En ce qui concerne le nouveau concept stratégique de l'OTAN et son système de défense antimissile, il y a eu beaucoup de discussions relatives à une participation d'Israël. Je sais que de nombreux responsables de l'OTAN se sont rendus en Israël et il y a eu des entretiens dans la ville de l'aéroport, près de Tel-Aviv, sur la

manière dont Israël pouvait collaborer à ce projet. Israël a développé beaucoup de technologies qui intéressent fort l'OTAN, comme le système d'interception de missiles baptisé Iron Dome, aussi les Israéliens sont-ils considérés comme des experts, on les consulte, et il tout à fait probable qu'ils jouent un rôle actif dans le nouveau système de défense qui excite tellement l'OTAN [5].

Sarah Irving : Des dirigeants, comme Nicolas Sarkozy en France, parlent beaucoup du programme nucléaire iranien mais ne parlent pas de celui d'Israël. Donnez-vous crédit à « l'option Samson », la théorie selon laquelle les nations européennes sont parfaitement conscientes de la menace que représentent les armes nucléaires israéliennes qui pourraient détruire n'importe quelle capitale européenne presque sans avertissement ? [6]

David Cronin : Il faut parfois souligner l'évidence, mais le point le plus important que la plupart des commentateurs malheureusement ne voient pas, c'est le niveau effarant d'hypocrisie qui entoure ce sujet. Nous savons qu'Israël possède une puissance nucléaire tout à fait considérable et ne l'a jamais reconnu. A la différence de l'Iran, ce pays n'a jamais signé le Traité de Non Prolifération Nucléaire et n'autorise aucune inspection de ses installations, mais nous disons aux Iraniens qu'il leur est interdit de développer des capacités nucléaires alors que nous savons parfaitement qu'Israël les possède déjà. Le deux poids deux mesures est flagrant. Pour ce qui concerne « l'option Samson » je pense que c'est une chose que les dirigeants européens ont probablement à l'esprit. Ce n'est pas un sujet que j'ai moi-même approfondi, mais je ne rejette pas cette théorie.

Sarah Irving : Des chercheurs comme Daoud Hamoudi de Stop the Wall, ont exprimé leurs sérieuses préoccupations concernant des zones industrielles qui sont financées sous forme « d'aide » par les pays européens. Cela fait des années que les colonies israéliennes utilisent une main d'œuvre palestinienne sous-payée pour leurs produits d'exportation. Les Zones Franches situées en Afrique Australe ou en Amérique Centrale ont souvent été des endroits où les conditions de travail des ouvriers étaient épouvantables et elles se sont en plus révélé des sources de profit de courte durée car un pays concurrent réussissait toujours à baisser encore plus ses coûts. Est-ce là un avenir que nous pourrions voir en Palestine ?

David Cronin : Il faut se demander pourquoi l'UE soutient si ardemment Mahmoud Abbas et Salam Fayyad. Leur légitimité démocratique est quasiment nulle. Le mandat d'Abbas comme président élu a expiré. L'UE se présente comme une instance qui soutient les principes démocratiques et —à juste titre— demande aux candidats à l'entrée à l'UE de respecter certains standards, mais dès qu'il s'agit des Territoires Palestiniens Occupés tout cela est oublié. L'UE a décidé d'ignorer les résultats de l'élection démocratique de 2006 parce que les Palestiniens, aux yeux de l'UE et des États-Unis, avaient « mal voté ».

Le cas de Salam Fayyad est particulièrement troublant. Voilà un gars qui n'est pas populaire du tout dans son pays, mais que l'Occident adore. Il faut se demander pourquoi, et la seule réponse que je puisse trouver c'est qu'il est complètement imprégné de la vision néolibérale qui règne à Washington et à Bruxelles. Il a travaillé à la Banque Mondiale et au FMI et, comme je le souligne dans mon livre, le papier qu'il a écrit : « Vers un État palestinien » ressemble beaucoup aux programmes d'ajustement structurel que le FMI a imposés à la plus grande partie de l'Afrique dans les années 1980 et se prépare à imposer à mon propre pays, l'Irlande [7]. On parle ici de réduire les salaires des fonctionnaires et les dépenses en général sauf —et c'est significatif— les dépenses de sécurité, et de faire du secteur privé le moteur de la croissance. Et donc votre analyse est tout à fait exacte, l'idée est de faire de la Palestine un atelier de misère au bénéfice d'Israël.

Sarah Irving : Vous avez écrit pour Electronic Intifada un article sur la participation de l'UE à l'entraînement des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne, censées s'inscrire dans la perspective de la construction d'un État palestinien. À quoi ressemble, à votre avis, la vision européenne d'un État palestinien ? Parlons-nous d'un tout petit État doté d'un système de sécurité draconien et d'un régime économique néolibéral ?

David Cronin : Je ne crois pas que j'emploierais ici le mot « vision » ; je ne suis pas sûr que l'UE ait une vision. La « solution de deux États » est une sorte de mantra pour l'UE mais je ne pense pas qu'ils se soient demandé sérieusement ce que cela signifie. Les accords d'Oslo avec tous leurs défauts avaient au moins le mérite de parler de Gaza et de la Cisjordanie comme d'une seule entité, mais à l'heure actuelle il est devenu presque impossible à un Palestinien de voyager d'un territoire à l'autre et Israël contrôle une trop grande partie de la Cisjordanie pour qu'il soit possible de mettre en œuvre la solution de deux États d'une façon

viable. Je pense que les représentants de l'UE se cachent derrière la rhétorique en ce moment. Ils ne présentent aucune pensée stratégique à long terme indiquant où ils veulent aller, à part de renforcer leur relation avec Israël aux dépens des Palestiniens.

Il faut se rappeler que l'UE présente la mission de la police COPPS (la mission d'entraînement de l'UE en Cisjordanie) comme la préparation d'une force de police en vue d'un État palestinien indépendant, mais ces policiers n'ont aucune autorité pour arrêter des colons israéliens et n'ont pas le droit d'aller dans le secteur C (la partie de Cisjordanie où, selon les accords d'Oslo, Israël garde le pouvoir de faire respecter la loi, et le contrôle des constructions et des projets). Plus de 60 % de la Cisjordanie n'est pas sous la juridiction de cette force de police. Il y a aussi beaucoup de preuves que l'UE ferme les yeux sur les exactions perpétrées par la police palestinienne. Il y a des preuves de torture recueillies par les organisations des droits de l'homme palestiniennes, et il est donc assez dégoûtant que l'UE présente son action comme une aide bienveillante aux Palestiniens.

Sarah Irving : Un des problèmes avec les livres, c'est qu'ils peuvent être dépassés aussitôt sortis de presse. Y a-t-il de nouveaux développements majeurs que vous voudriez mentionner dans les relations entre l'UE et Israël ?

David Cronin : La chose principale est qu'à l'automne 2010, Kathy Ashton, la responsable de la politique étrangère de l'UE a recommandé qu'Israël soit élevé au rang de « partenaire stratégique ». Ce que ça signifie exactement n'est pas encore clair, mais il semble qu'Israël serait considéré à l'égal de la Chine ou des États-Unis dans l'échelle des priorités officielles de l'UE.

Ashton a été un désastre dans sa relation avec Israël. Pour être honnête, elle a fait quelques fortes déclarations sur Jérusalem et l'expansion des colonies israéliennes, et aussi sur la peine de prison infligée au (militant de base) Abdullah Abu Rahmeh qui a surpris certaines personnes. Mais pour le reste, elle a traité les Israéliens avec des gants. Elle est allée plusieurs fois à Gaza mais elle a refusé de rencontrer le Hamas ; elle a essayé de présenter les missions comme uniquement humanitaires et a minimisé leur portée politique. Quoi que vous pensiez du Hamas, il a gagné une élection qui a été reconnue comme libre et honnête par les observateurs de l'UE eux-mêmes en 2006.

Il est inconcevable que Kathy Ashton se rende n'importe où dans le monde et refuse de rencontrer les leaders politiques locaux. Quand elle était à Jérusalem cet été, elle a donné une conférence de presse conjointe avec (le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor) Lieberman et le seul prisonnier pour lequel elle a exprimé son intérêt, du moins en public, a été Gilad Shalit. Elle a totalement ignoré le fait que, chaque année, Israël emprisonne 700 enfants palestiniens, le plus souvent pour avoir seulement jeté des pierres, et qui subissent souvent des abus en prison. Mais, dans sa sagesse, Kathy Ashton ne semble pas s'intéresser aux abus infligés aux enfants palestiniens ; elle trouve plus intéressant le sort d'un soldat —qui doit certainement être traité avec humanité et libéré— mais qui participait à une occupation militaire brutale.

Sarah Irving : Vous terminez votre livre en disant que l'UE offre des opportunités à ceux qui militent pour la souveraineté palestinienne. Quelles sont à votre avis les tactiques les plus efficaces ? Cela vaudrait-il la peine de prendre les membres du Parlement Européen (MPE) pour cibles ?

David Cronin : Je vais répondre d'abord à la seconde question. J'étais opposé au Traité de Lisbonne mais un de ses bons côtés est qu'il a donné plus de pouvoir au Parlement Européen qui, malgré toutes ses imperfections, est une instance directement élue. Je ne suis pas beaucoup entré dans le détail dans le livre mais, des trois principales institutions de l'UE —le Conseil des Ministres, la Commission, et le Parlement— c'est le Parlement qui a été le moins malléable. Malgré des pressions très fortes, la majorité des membres du Parlement a soutenu le rapport Goldstone sur l'attaque de Gaza de 2008-2009. Plus récemment, le Parlement européen a bloqué un accord technique qui aurait rendu plus facile pour les biens industriels israéliens de se conformer aux règles de l'UE, par l'harmonisation des normes. C'est un sujet assez ennuyeux et pas du tout excitant, mais le Parlement Européen ou en tous cas un de ses comités a posé des questions inhabituelles et a retardé le passage en force de cet accord.

Le Parlement n'est sans doute pas capable de geler toutes relations avec Israël, mais il peut certainement lui rendre la vie plus difficile. Il revient définitivement aux citoyens de l'UE de faire pression sur les membres du Parlement Européen pour les forcer à résister au lobby israélien. Israël se livre à un lobbying intense et il

existe un réseau « d'amis d'Israël » qui transcende les partis. Il est donc très important que le Mouvement de Solidarité avec la Palestine contre-attaque ce lobby riche et secret qui essaie d'influencer des institutions clé.

Pour répondre à l'autre question, et pour le dire très simplement et peut-être grossièrement, les gens ordinaires ne peuvent pas attendre que leurs politiciens et leurs fonctionnaires prennent des mesures contre Israël. C'est pourquoi, à mon sens, il faut soutenir la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Mais nous ne devons pas oublier que c'est un moyen tactique, non une stratégie complète et qu'il faut utiliser des moyens tactiques complémentaires. Israël investit beaucoup de temps, d'énergie et d'argent pour faire croire qu'elle est « la seule démocratie du Moyen Orient », et le Mouvement de Solidarité avec la Palestine se doit de mobiliser toutes ses ressources pour contrer cette propagande biaisée.

Sarah Irving

Ecrivain. Elle a travaillé avec le Mouvement de Solidarité Internationale en Cisjordanie occupée en 2001-02 et avec Olive Co-op, pour promouvoir le commerce équitable des produits palestiniens et y a fait des visites de solidarité en 2004-06. Elle écrit maintenant à temps complet sur plusieurs sujets, dont la Palestine. Son premier livre : *Gaza : Beneath the Bombs* co-écrit avec Sharyn Lock a été publié en janvier 2010. Elle travaille en ce moment à une nouvelle édition du guide de la Palestine Bradt et à une biographie de Leila Khaled.

Notes.

[1] David Cronin, né à Dublin en 1971, est le correspondant à Bruxelles de l'agence de presse Inter Press Service. Il a d'abord occupé cette fonction pour le quotidien irlandais *The Sunday Tribune* après avoir travaillé comme chargé de recherches et attaché de presse auprès du Parlement européen. Entre 2001 et 2006, il collabore à *European Voice*, hebdomadaire du groupe *The Economist*.

[2] « Tsahal en Roumanie », *Réseau Voltaire*, 27 juillet 2010.

[3] L'Agenda de Lisbonne ou stratégie de Lisbonne : Axe majeur de politique économique et de développement de l'UE de 2000 à 2010.

[4] « Flottille de la liberté : le détail que Netanyahu ignorait », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 6 juin 2010.

[5] « Le bouclier de l'invincibilité », par Nicolas Ténèze, *Réseau Voltaire*, 19 mars 2010.

[6] « Israël pointe des têtes nucléaires vers l'Europe », *Réseau Voltaire*, 11 mars 2010.

[7] « Program of the Salam Fayyad Government », *Voltaire Network*, 26 août 2009.